

Hénin-Beaumont, vitrine et arrière-boutique du RN

Depuis la victoire de Steeve Briois aux municipales de 2014, la ville du Pas-de-Calais est devenue la locomotive du parti d'extrême droite. Et le modèle à suivre pour le scrutin de 2020

ENQUÊTE

HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS) -
envoyée spéciale

Quelle misère. Y a personne, pourtant la prime de Noël est arrivée... La tôlière d'un café de la place désespère en ce vendredi de décembre. A peine 11 heures et les commerçants ont presque tous remballé sur le marché d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). « Ça fait longtemps qu'on ne fait plus fortune », renchérit un marchand venu se réchauffer et assener l'évidence : « Les gens doivent être chez Auchan. » A quelques kilomètres du centre-ville, une zone commerciale monumentale s'étire autour du deuxième plus grand hypermarché de France. Ajoutez à cela le crachin et le vent du nord... « Quand y a pas de monde, comme ça, il paraît que le maire fait pas payer », relance la tenancière. « Il est gentil, dis donc, ironise le marchand. C'est un communiste, en fait. »

Loin de là. Le patron de la ville est le vice-président de l'ex-Front national, Steeve Briois. Elu dans l'opposition dès 1995, il laboure depuis bien longtemps le terrain minier pour le rebaptisé Rassemblement national (RN) et a fini par ravir la ville de plus de 25 000 habitants au premier tour, en 2014. Depuis, Hénin-Beaumont tient lieu de locomotive pour Marine Le Pen, qui y a assis son bastion électoral et l'étalon de sa légitimité sociale. La patronne de l'extrême droite française, élue précisément dans cette circonscription aux législatives de 2017, a installé sa permanence de députée à deux pas de l'hôtel de ville entièrement illuminé et rafraîchi, à en blanchir les « gueules noires » sur le fronton.

Début septembre, c'est ici qu'elle faisait sa prérentrée un dimanche de braderie. Le 11 décembre, quelques heures après le discours du premier ministre, Edouard Philippe, sur la réforme des retraites, et alors que le reste de l'opposition lançait ses objections sur les chaînes de télévision, elle était encore là, à inaugurer le marché de Noël. « Je répète depuis des semaines que je suis opposée à cette réforme des retraites (...). Mais la vie continue ! » Et la campagne des municipales a commencé.

« Je l'ai vue en vrai », s'extasie une probable électrice lepéniste. « La revoilà dans le coin », soupire un autre. Hénin-Beaumont, symbole de cette France des oubliés sur laquelle Marine Le Pen a fondé sa stratégie politique depuis son accession, en 2011, à la tête du parti fondé par son père, compte plus de 60 % de ménages non imposés, un taux de pauvreté de 25 % et un chômage de 20 %, selon l'Insee. Les mines, la cokerie de Drocourt, Samsonite, Metaleurop... Comme une houle sans fin, les usines ont déserté l'une après l'autre le territoire. Et les politiques n'ont pas été en reste. L'aller-retour express de Jean-Luc Mélenchon aux législatives de 2012 a laissé des traces, tout comme la petite phrase d'Emmanuel Macron, en 2017, sur le tabagisme et l'alcoolisme du bassin minier. La République en marche n'a d'ailleurs pas trouvé de candidat pour les prochaines municipales. Quant aux deux autres listes d'opposition, elles se tiennent à distance du soutien présidentiel, peu porteur dans les parages. « Ici, l'enjeu, c'est déjà d'avoir un second tour », concède un opposant à Steeve Briois.

« ON A BEAUCOUP APPRIS ICI »

Ce vendredi de décembre, le maire s'est déplacé pour distribuer les colis de Noël aux familles en difficulté et en profite pour se soucier du sort de ses administrés. Ici une fissure inquiétante, là un logement qui se fait attendre. « Prends les coordonnées de madame », glisse l'édile à son collaborateur, avant de discuter avec « monsieur », qui aimerait que l'on règle enfin cette porte d'entrée qui claque un peu trop fort. En arrière-plan, Bruno Clavet immortalise le moment. En charge de la communication à la mairie, ce dernier est également candidat aux municipales dans la grande voisine de Lens. Sous l'étiquette RN évidemment.

Arnaud de Rigné, la tête de liste du parti lepéniste à Carvin, une dizaine de kilomètres plus loin, travaille lui aussi pour la municipalité d'Hénin. « On a beaucoup appris ici, et on a formé », résume le député du Pas-de-Calais et président du groupe majoritaire de la ville, Bruno Bilde. Le duo Briois-Bilde veut essayer. « Une chose est claire : en mars prochain, on ne sera plus le village gaulois isolé. »

HÉNIN-BEAUMONT, SYMBOLE DE CETTE FRANCE DES OUBLIÉS SUR LAQUELLE MARINE LE PEN A FONDÉ SA STRATÉGIE POLITIQUE, COMPTE UN TAUX DE PAUVRETÉ DE 25 % ET UN TAUX DE CHÔMAGE DE 20 %

En attendant, il faut s'occuper de Daniel Bernard, ennuyé par « des Roumains » qui squattent une maison murée de sa cité minière. Sa voisine glisse quelques sarcasmes. « Mais attention », si elle vote « FN », elle n'est « pas raciste. Sauf avec les nouveaux étrangers, parce qu'on en a assez. Et avec les Chinois ». Daniel Bernard, lui, collait dans sa jeunesse des affiches à l'effigie de l'ancien maire socialiste lillois Pierre Mauroy. « Limite anar » il y a bien longtemps, il votera FN pour la troisième fois, à 57 ans : une fois « Marine », deux fois Briois. Se sent-il encore de gauche ? « Un peu, mais elle m'a bien déçue », grimace-t-il.

Les terrils au loin rappellent le passé minier et ouvrier de cette terre, et la gauche perdue se lit dans les noms de rues. Cité Foch, place Jean-Jaurès, résidence Bérégovoy... « Le mot "gauche" est mort ici. » La sentence est prononcée par Aurélien Gack, membre de La France insoumise et candidat sur une liste d'opposition pour mars 2020. Sa colistière Inès Taourit renchérit : « Le mot "socialisme" aussi... » Elle est pourtant issue du Parti socialiste (PS), avec lequel elle a pris ses distances. Toujours « socialiste » mais loin de l'appareil. Leur tête de liste écologiste, Marine Tondelier, résume : « On ne dit pas "union de la gauche, ici", on brandit des valeurs : "humanisme, écologie, solidarité". » Une stratégie qui leur a permis de réunir des sensibilités venues d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), du Parti socialiste, de La France insoumise ou encore du Parti communiste.

Clientélisme, gestion catastrophique et surendettement... la gauche a en effet laissé une lourde ardoise, ici. En 2004, la chambre régionale des comptes imposait un doublement des impôts locaux pour redresser la ville en quasi-faillite. En 2009, un an après sa réélection face à Steeve Briois et Marine Le Pen, alors deuxième de la liste, l'ancien maire socialiste Gérard Dalongeville était mis en examen, écroué, suspendu de ses fonctions et exclu du PS, avant d'être condamné à trois ans de prison ferme pour détournement de fonds publics.

Désormais, les scores se sont inversés et le parti de Marine Le Pen joue chaque scrutin à domicile : 61,56 % pour l'ex-FN à la présiden-

tielle en 2017, 55,9 % aux européennes en mai... En mars 2020, Steeve Briois pourrait bien regagner sa mairie au premier tour. D'autant qu'il a retenu les leçons des échecs des années 1990 dans les villes tenues par les frontistes, notamment à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), gagnée par Bruno Mégret, qu'il a un temps rejoint après la violente scission du FN en 1998.

Côté fiscalité et endettement, difficile de faire pire que les précédents. La mairie RN peut donc se targuer d'avoir baissé les impôts locaux, taxe d'habitation et taxe foncière, de plus de 3 % chacune. L'opposition enrage, pointant la possibilité de les baisser encore davantage, vu le niveau atteint après sa mise sous tutelle. Pas non plus de « laboratoire idéologique » affiché. Le magazine municipal fait même la promotion des menus végétariens à la cantine.

« La vitrine est bien lustrée. Mais nous, on connaît l'arrière-boutique », avance un associatif. Au lendemain de son élection, Steeve Briois privait ainsi la Ligue des droits de l'homme de subventions et de local municipal. L'année suivante, il installait une crèche de Noël dans l'enceinte de l'hôtel de ville, jugée illégale par la justice car contraire à la loi sur la laïcité. L'année suivante encore, la charte « Ma commune sans migrants » était adoptée en conseil municipal.

GUÉRILLA JUDICIAIRE PERMANENTE

Sans compter une façon bien à lui de traiter ses opposants. Djelloul Kheris, délégué du personnel à la section collectivités territoriales de SUD-Solidaires en a récemment fait les frais. Après la diffusion d'un tract par le syndicat, le maire a ainsi envoyé un courriel aux agents de la commune, en juin, incriminant directement la femme du syndicaliste : « Vous devez savoir que l'épouse de Djelloul Kheris s'est déclarée candidate aux élections municipales contre moi, ceci expliquant donc cela. » Djelloul Kheris en reste abasourdi. « S'il voulait s'en prendre à SUD, qu'il le fasse, mais pas à moi ni à mon épouse ! Là, ils me pendent sur la place publique. J'ai mes enfants à l'école ici, moi. » Pour lui, ce message est « un avertissement clair à tous ceux qui ne seraient pas d'accord avec le maire : on peut s'en prendre à vos



L'EMPIRE AMÉRICAIN

Un hors-série **Le Monde** - 156 pages - 12€
Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique